

PRÉFET DE LA VENDÉE

Préfecture
Direction des relations
avec les collectivités territoriales
et des affaires juridiques
Pôle environnement

La Roche-sur-Yon, le 7 OCT. 2019

Section des installations classées (ICPE)

Dossier suivi par
Mme Dominique BESNARD
Tel : 02 51 36 70 07
Fax : 02 51 36 70 55
dominique.besnard@vendee.gouv.fr

Dossier n° 97/0429
Référence à rappeler : n° 2019/0182

Monsieur,

Par arrêté du 14 mars 2019, je vous avais mis en demeure de respecter les prescriptions applicables à vos installations situées à Saint-Laurent-sur-Sèvre (articles 7.4.2.3 et 1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2015).

En réponse, par courriel du 14 mai 2019 (garanties financières) et par courrier du 25 juillet 2019 (mise en place des alarmes en point bas), vous avez transmis les justificatifs demandés.

Après une visite sur site le 24 septembre 2019, l'inspecteur des installations classées a constaté la levée des écarts ayant justifié la mise en demeure. Les documents transmis permettent de lever la mise en demeure prise par mon arrêté du 14 mars 2019.

Je vous signale que conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette - 44041 Nantes Cedex 01). Le délai de recours est de deux mois à partir de la date de la notification de la décision.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

François-Claude PLAISANT

Monsieur le Directeur de la Société S.V.P.M.
Zone Industrielle de la Paix
BP 11
85292 SAINT-LAURENT-SUR-SEVRE CEDEX

Copie au :

- maire de SAINT-LAURENT-SUR-SEVRE
- chef de l'unité territoriale de La Roche-sur-Yon de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), inspecteur des installations classées